Actions sociales d'initiative académique concernant les titulaires, actifs, retraités, vacataires	
<u>Aide aux frais d'obsèques</u>	Ayants droits affectés par le décès d'un enfant ou d'un conjoint n'ouvrant pas droit au capital décès de la fonction publique. Versement de 1000 € par foyer fiscal au titre de l'année civile 2016.
<u>Aide aux loisirs des enfants âgés de moins de 16 ans</u> La prestation est ouverte aux ayants droit dont le quotient familial ne dépasse pas 1150 € . <i>Dépôt du dossier avant le 7 novembre 2016.</i>	Concerne les enfants de 6 à 16 ans inscrits dans une activité sportive, culturelle, artistique ou de loisirs .Ne sont prises en compte que les inscriptions dont la dépense annuelle par enfant est au moins égale à 40 €. La prestation est limitée à 50 % du montant de la dépense engagée et plafonnée à 60 € par année et par enfant. Il ne sera pris en compte qu'une seule activité par enfant.
<u>Aide aux frais d'études supérieures des enfants étudiants</u> La prestation est ouverte aux ayants droit dont le quotient familial ne dépasse pas 1150 € . Demande avant le 7 novembre.	Sont concernés , les enfants âgés de moins de vingt six ans au 31 décembre 2016, rattachés au foyer fiscal de l'ayant droit, et justifiant du statut d'étudiant pour l'année scolaire 2016-2017. La prestation est fixée à 300 € par enfant étudiant au titre de l'année universitaire et limitée à cinq années universitaires.
<u>Participation aux frais consécutifs à l'hospitalisation d'un proche malade :</u> Pour ayants droit appelés à être hospitalisés ou bien confrontés à l'hospitalisation de leur conjoint (marié ou Pacsé) ou de leur(s) enfant(s) fiscalement à charge dans un établissement de soins éloigné (+ de 50 km) de leur domicile personnel. Le quotient familial ne dépasse pas 1150 € par foyer fiscal Le montant de la prestation est variable en fonction du choix effectué par le demandeur :	<i>Sur la base d'une indemnité kilométrique forfaitaire</i> de 30 € par jour sur présentation d'une attestation d'hospitalisation de la personne concernée et d'une déclaration sur l'honneur de l'accompagnant. Le montant est plafonné à 600 euros par année scolaire. <i>Attention : les dossiers doivent être déposés dans les deux mois suivant l'hospitalisation.</i>
<u>Prestations destinées à des ayants droit spécifiques</u>	
<u>Aide au départ à la retraite</u> Sont éligibles à cette prestation, les fonctionnaires titulaires admis à la retraite et remplissant les trois conditions suivantes :	avoir atteint leur cinquantième anniversaire dans l'année civile en cours ■ justifier d'une durée de services au sein de l'Éducation nationale équivalente à celle requise pour l'ouverture d'un droit à pension civile ■ percevoir une pension de retraite calculée sur la base d'un montant inférieur ou égal au minimum garanti prévu par l'article L.17 du code des pensions civiles et militaires de retraite. La prestation est fixée à 700 € par personne au titre de l'année civile 2016
<u>Aide aux personnels nouvellement nommés (P.N.N.)</u> Sont éligibles à cette prestation, les fonctionnaires titulaires ou stagiaires (sauf les anciens stagiaires I.U.F.M. éligibles à l'A.I.P.) remplissant l'une des conditions suivantes : ■ nomination dans un premier poste, affectation sur un nouveau poste ,arrivée dans l'académie de Besançon .	Le versement de cette prestation n'est toutefois pas cumulable avec :l' A.I.P ,et le C.I.V, l'indemnité pour frais de changement de résidence prévue par le décret n°90-347 du 28 mai 1990 La prestation est fixée à 400 € par foyer fiscal au titre de l'année civile 2016. Elle est ouverte aux ayants droit dont le quotient familial ne dépasse pas 1150 € . Demande à faire pour le 7 novembre 2016.
<u>Aide aux séjours d'enfants avec ou sans hébergement</u> <u>Prestation ouverte aux AED, AESH dont le QF est inférieur à 1150 euros.</u> Demande à faire dans le mois qui suit le séjour.	<u>Sans hébergement</u> : Enfant âgé de moins de 18 ans .5,26 euros par journée et 2,65 euros la demi-journée. <u>Avec hébergement</u> : 7,29E pour les moins de 13 ans 11,04 euros pour les 13-18 ans.

Les prestations interministérielles (PIM)

Aides pour les enfants des personnels Âgés de moins de 18 ans (sauf enseignement supérieur)

<p>Séjour d'enfant en centre de vacances sans hébergement (centre aéré) Centre agréé Jeunesse et sports et à but non lucratif. Conditions de ressources : quotient familial inférieur ou égal à 12 400 €.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Journée complète : 5,26 € <li style="padding-left: 20px;">- Demi-journée : 2,65 €
<p>Séjour d'enfant en centre de vacances avec hébergement Centre agréé Jeunesse et sports et à but non lucratif. Sous conditions de ressources : quotient familial (QF) inférieur ou égal à 12 400 €.</p>	<p><i>Dépôt du dossier dans le mois qui suit le séjour.</i> Limitée à 45 jours par an et par enfant.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour enfant de moins de 13 ans : 7,29 € - Pour enfant âgé de 13 à 18 ans : 11,04 €
<p>Séjours linguistiques Séjour organisé pendant les vacances scolaires par un établissement dans le cadre d'un appariement, par un organisme titulaire d'une licence de voyage ou une association loi 1901 agréée par le ministère chargé du tourisme. <i>Dépôt du dossier dans le mois qui suit le séjour.</i></p>	<p>Séjour de plus de 5 jours et de moins de 21 jours : 3,59 euros par jour. pour un séjour de 21 jours ou plus : 75,57 euros par enfant. Conditions de ressources : quotient familial inférieur ou égal à 12 400 €.</p>
<p>Séjour mis en œuvre dans le cadre du système éducatif Séjour organisé par l'Éducation nationale. Conditions de ressources : quotient familial inférieur ou égal à 12 400 €.</p>	<p>Limitée à 21 jours par an et par enfant. Séjour de 5 jours minimum</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux journalier : 3,59 € - Forfait 21 jours : 75,57 €
<p>Séjour d'enfant en maisons familiales, village de vacances, gîtes de France : Maisons familiales et villages de vacances agréés par le ministère chargé du Tourisme. Sous conditions de ressources : quotient familial (QF) inférieur ou égal à 12 400€.</p>	<p>Limitée à 45 jours par an et par enfant.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Séjour en pension complète : 7,67 € - Autre formule : 7,29 € <p>N.B. Les séjours en campings municipaux et privés ne sont pas retenus pour le versement de cette prestation. <i>Dépôt du dossier dans le mois qui suit le séjour.</i></p>
Aides pour les personnels et enfants handicapés	
<p><u>Allocation aux parents d'enfant handicapé de moins de 20 ans.</u> Être bénéficiaire de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) versée par la CAF. Sans condition de ressources.</p>	<p>Pour les enfants placés en internat avec prise en charge intégrale par la Sécurité Sociale le versement est fait uniquement pour les périodes de retours au foyer</p> <ul style="list-style-type: none"> - Allocation mensuelle : 158,89 € <p><u>Téléphone</u> : 0381654738</p>
<p><u>Allocation aux parents d'enfant étudiant handicapé âgé de 20 à 27 ans et</u> Enfant poursuivant des études ou en apprentissage.</p>	<p>Versement mensuel : 121,86 € . Sans condition de ressources. Ne pas percevoir l'allocation adulte handicapé, ni l'allocation compensatrice.</p>
<p><u>Séjours de vacances adaptés pour enfants handicapés</u> Centres de vacances spécialisés uniquement. Remboursement limité aux dépenses supportées par la famille . Sans conditions de ressources.</p>	<p>Sans limite d'âge. Sous réserve que le séjour ne soit pas pris en charge par d'autres organismes. Limitée à 45 jours par an et par enfant</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forfait journalier : 20,80 € <p><u>Téléphone</u> : 0381654738</p>
<p><u>Aménagement du poste de travail</u></p>	<p>Les personnels handicapés ayant besoin d'un</p>

	aménagement de leur poste doivent justifier de la qualité de travailleur handicapé. Prendre contact avec le médecin-conseil du recteur .
Aides pour les personnels	
AIP : L'aide à l'installation des personnels de l'État (A.I.P.) est une aide non remboursable, destinée à contribuer à la prise en charge, dans le cas d'une location vide ou meublée, des dépenses réellement engagées par l'agent au titre du premier mois de loyer, y compris la provision pour charges, des frais d'agence et de rédaction de bail incombant à l'agent, du dépôt de garantie ainsi que des frais de déménagement.	Montant de l'aide : 500 € Pour tout renseignement relatif à la mise en œuvre de cette prestation interministérielle et pour la constitution de leur dossier, les personnels voudront bien se reporter au site Internet mis à leur disposition. Dossier en ligne : CNT Demande AIP TSA 92122 76934 Rouen Cedex 9 Tel : 0232090383
Aide CIV (Comité interministériel des villes) Être affecté dans un établissement difficile situé en zone urbaine dans les établissements classés Z.E.P./R.E.P./REP+. à la rentrée.	Dossier à renvoyer impérativement dans les 12 mois après l'affectation. Sans condition de ressources. Avoir déménagé à plus de 70 kilomètres de son ancien domicile . Aide (400€)non cumulable avec les AIP et l'aide PNN.
Restauration du personnel (dans un restaurant administratif) Montant de la subvention : 1, 22 € par repas servi (taux au 1er janvier 2016). A Besançon : Restaurants Carnot, Convention et restaurants du CROUS.	Cette subvention est allouée au profit des agents en activité dont l'indice de traitement est égal ou inférieur à l'indice brut de traitement 548 (indice majoré 466).
Aides gérées par d'autres organismes	
<p>* Chèques vacances : pour en bénéficier s'adresser directement à : www.fonctionpublique-chequesvacances.fr ou CNT chèques-vacances demande TSA 40901 76934 Rouen cedex 09</p> <p>* CESU garde d'enfant: s'adresser à http://www.cesu-fonctionpublique.fr/</p> <p>* Prêt mobilité : jusqu'à 2 000 € à 0% pour les personnels mutés à la demande de l'administration ou les primo-arrivants de la Fonction publique en fonction de leurs revenus : http://www.premobilite.fr/ D'autres aides peuvent être sollicitées auprès de la MGEN : voir sur le site http://www.mgen.fr</p> <p>Prêts immobiliers dont peuvent bénéficier les fonctionnaires</p> <p>Les prêts du Crédit foncier de France à des taux préférentiels sont accordés en compléments des prêts conventionnés et des prêts sociaux de location accession (P.S.L.A.) aux fonctionnaires titulaires de l'État ainsi qu'aux agents auxiliaires employés de façon permanente et rémunérés dans les mêmes conditions que les titulaires.</p> <p>Pour tous renseignements complémentaires sur les prêts immobiliers dont peuvent bénéficier les personnels de l'éducation nationale, se reporter aux sites internet suivants :</p> <p>Crédit Foncier de France Crédit social des fonctionnaires C.A.S.D.E.N.</p> <p>Prêt à l'amélioration de l'habitat : Pour les bénéficiaires d'une prestation de la CAF. https://www.caf.fr/</p>	
Calcul du Quotient Familial	
<p>Calcul du QF pour les ASIA et les PIM :</p> <ul style="list-style-type: none"> le QF est égal au revenu fiscal de référence (RFR) divisé par le nombre de parts fiscales, il doit être inférieur ou égal à 12 400 €. Les revenus pris en considération sont ceux de l'année N-2. 	
<p>Pour les aides de type PIM et ASIA, les dossiers sont téléchargeables sur le site du Rectorat : http://www.ac-besancon.fr</p>	
<p>Pour tout renseignement complémentaire vous pouvez contacter le SNUipp-FSU 25 Tél : 03 81 81 20 84 E-mail : snu25@snuipp.fr Adresse : 4b rue Léonard de Vinci - 25000 BESANCON</p>	

<http://25.snuipp.fr>

Assistantes sociales des personnels

Besançon : Personnels relevant du premier degré
Catherine Balandier-Valance
Tel : 03 81 65 48 66

Aire urbaine Belfort Montbéliard

Personnels relevant du premier et second degré : Anais Berthel Tel : 03 84 46 69 35

Personnels relevant du second degré

Marie-Pascale Pradelle
Tel : 03 81 65 48 57
D.S.D.E.N. du Doubs
26, Avenue de l'observatoire
25030 Besançon Cedex

Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale. (SRIAS):

<http://www.srias-franchecomte.com>

/

La FSU siège au titre des organisations syndicales représentatives à la SRIAS Franche Comté. La réforme territoriale impacte, 16 régions sur 21 en métropole, dont la Franche-Comté et 52% des effectifs totaux de la fonction publique d'Etat. Pour la FSU, il n'est pas envisageable qu'en plus des effets dévastateurs de cette réforme en termes d'emploi et de conditions de travail, l'action sociale en faveur des personnels soit déstabilisée, réduite ou instrumentalisée. Réaliser une action sociale de proximité en l'état actuel avec 26 régions n'est déjà pas chose aisée. La FSU s'opposera à toute dérive visant à détourner l'action sociale pour en faire un moyen d'accompagnement de la réforme. Elle poursuivra ses efforts pour améliorer rapidement les instances et les prestations d'action sociale au profit des personnels et renforcer leur rôle et leur intervention dans ce domaine.

La SRIAS a compétence à traiter de l'ensemble des actions collectives interministérielles

Actions en faveur des enfants, Prestations interministérielles, Actions culturelles, sportives, loisirs, Sensibilisation et information (prévention...). Restauration et Politique d'accès au logement. Les actions de la SRIAS doivent : Répondre à des besoins identifiés, Répondre à des besoins nouveaux, Répondre à des besoins collectifs, Avoir une dimension interministérielle, Avoir une dimension régionale, Répondre à des besoins ponctuels ou limités dans le temps.

Actions SRIAS Franche Comté

<u>Vacances :</u> conventions pour les vacances enfants et seniors qui permettent de bénéficier de prix intéressants pour des locations.	Convention avec la Fondation Jean Moulin et VTF et VPT également . Pour les enfants , Conventions avec PEP, AEROVEN, Passe-Muraille. Convention avec Corsica Ferries.
<u>Cheque-Vacance :</u> Proposé par le ministère chargé de la fonction publique au titre de son action sociale interministérielle, le Chèque-Vacances est une prestation d'aide aux loisirs et aux vacances. Ce titre permet de financer le départ en vacances et un large éventail d'activités culturelles et de loisirs.	Le Chèque-Vacances est un titre nominatif qui permet de préparer en douceur son budget vacances, culture, loisirs. Cette prestation est basée sur une épargne de l'agent, abondée d'une participation de l'État pouvant représenter 10 à 30% du montant épargné (35% pour les moins de 30 ans). Nouveau produit de la gamme Chèque-Vacances, e-Chèque-Vacances vous permet de payer vos prestations de tourisme et de loisirs sur Internet.
<u>Partenariats :</u> Divers partenariats permettent de profiter de tarifs spéciaux :	Festival de musique de Besançon, location de véhicules avec AVIS, Restauration administrative au Cercle de Garnison, Espassform...

<p><u>Sorties Familiales , Spectacles</u> Organisées par la SRIAS et dont une partie du coût est pris en charge par les crédits SRIAS .</p>	<p>En 2016-2017 : Liste non exhaustive ! Sorties : Zoo d'Amnéville Spectacles : Festival de musique de Besançon, Concerts à la Rodia.</p>
<p><u>Carte Cezam Fracas</u> La SRIAS Franche-comté vous donne la possibilité d'acquérir la carte Cézam Fracas (réduction sur sorties loisirs , vacances..)</p>	<p>La carte coûte 15,30 euros puis 7.50 euros par ayants droits (conjoint - enfants)</p>
<p><u>Chèques Lire :</u> La SRIAS a décidé de participer financièrement dans la limite du budget imparti, à l'achat de chèques lire dans le cadre d'une action « Promouvoir la lecture » pour les fonctionnaires d'Etat de Franche-Comté.</p>	<p>Le chèque lire, d'une validité de 2 ans, est un chèque cadeau qui peut être utilisé partout en France pour l'achat de BD, livres jeunesse, livres de collection, romans, manuels scolaires, dictionnaires... Les subventions de la SRIAS sont calculées selon les modalités suivantes avec présentation des justificatifs suivants : copie du dernier bulletin de salaire émanant d'un ministère d'Etat + copie du dernier avis d'imposition.</p>
<p><u>Stage Retraite :</u></p>	<p>Stage de préparation à la retraite les 4 et 5 octobre 2016 (ainsi qu'un stage au printemps) de 8 h 30 à 18 h 00 au Centre International de Séjour de Besançon.</p>
<p><u>CESU :</u></p>	<p>https://www.cesu-fonctionpublique.fr/ Pour vous aider à rémunérer les personnes ou structures qui gardent vos enfants.</p>
<p><u>Crèches :</u> Les réservations de berceaux en interministériel La SRIAS Franche-Comté prend en charge la réservation de 46 berceaux de crèche, représentant un budget annuel actuel de 445 388 euros. Les crèches d'accueil sont les suivantes :</p>	<p>Crèches Baby and Co Témis (21 places) et Avanne (10 places) •Crèches Baby and Co Etupes (6 places) •Crèches Baby and Co Bessoncourt (3 places) •Crèche CCAS Vesoul (6 places) Contacter la PFRH/SRIAS 8 bis rue Charles Nodier 25 000 Besançon</p>
<p><u>LOGEMENT</u></p>	
<p><u>Logement temporaire</u> La section régionale interministérielle d'action sociale de Franche Comté dispose de plusieurs conventions auprès de prestataire du logement pour répondre à un besoin d'hébergement pour les agents de l'Etat soumis à des situations administratives ou personnelles difficiles (modification de la cellule familiale, logement endommagé, mutation géographique...) Les agents nouveaux arrivants dans le département devant entreprendre des recherches pour trouver un appartement peuvent s'adresser directement au prestataire de leur choix muni d'un justificatif prouvant leur qualité d'agent de l'État et d'une copie de la décision de nomination ou de mutation dans le département. Les agents en situation d'hébergement d'urgence (actifs ou retraités) doivent être orientés vers le prestataire exclusivement par le service social dont ils relèvent. La SRIAS prendra en charge 50 % du coût de la location dans la limite de 30 nuits consécutives à l'exclusion de toutes prestations</p>	<p><u>Organismes conventionnés :</u></p> <p>•Secteur de Besançon Résidence MONCEY 6 rue Moncey - 25000 Besançon – 06.15.77.81.37 Foyer des jeunes travailleurs «La Cassotte» 18 rue de la Cassotte - 25000 BESANÇON – 03.81.51.98.63 Centre international de séjour 3 avenue des Montboucons - 25000- Besançon 03.81.50.07.54 •Partenariat avec le cercle de garnison pour l'hôtellerie et la restauration.</p> <p>•Secteur de Montbéliard :A.R.I.A.L (Association Montbéliardaise d'Aide aux Travailleurs) 23, rue de l'Etuve - 25200 Montbéliard 03.81.91.34.43 Secteur Vesoul :Foyer des jeunes travailleurs 19 rue Marcel Rozard - 70000 Frotey Les Vesoul – 03.84.75.01.63 Secteur Lons le Saunier :Hôtel du parc 9 avenue Jean Moulin – 39000 Lons Le Saunier – 03.84.86.10.20 Secteur Belfort :Foyer des jeunes travailleurs 6 rue de Madrid – 90000 Belfort – 03.84.21.39.16 •</p>

supplémentaires.	<p>•Pour plus de renseignements, possibilité de contacter la PFRH : 03.81.61.89.66/68</p>
<p>Logement Social</p> <p>Pour se loger le fonctionnaire d'Etat peut déposer une demande afin d'obtenir un logement locatif auprès d'un prestataire privé mais également auprès d'un bailleur social. La préfecture du Doubs gère le parc des 5% des logements sociaux réservés aux fonctionnaires de l'Etat. A ce titre, les bailleurs sociaux (Neolia, Habitat 25, Grand Besançon Habitat) transmettent des offres de logements vacants au service départemental d'action sociale de la préfecture.</p> <p>L'agent doit se faire connaître auprès du SDAS qui lui remet un dossier logement préfecture ainsi qu'un CERFA à destination du bailleur social de son choix. L'agent complète donc deux dossiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - celui pour la préfecture, celui pour le bailleur social qui lui délivrera un numéro unique qui validera son enregistrement. 	<p>Les conditions d'attribution</p> <p>Pour bénéficier d'un logement social auprès d'un bailleur, il faut être fonctionnaire titulaire dans une administration d'Etat et être rémunéré par l'Etat. Ce qui a pour conséquence d'exclure les agents de la fonction publique territoriale et hospitalière et les contractuels.</p> <p>Des plafonds de ressources sont définis (par les bailleurs sociaux) et actualisés chaque année et imposent au demandeur de ne pas les dépasser.</p> <p>Le parc immobilier est constitué, à ce jour, de 556 logements qui se situent sur 24 communes du département. Les logements sont essentiellement localisés sur Besançon (467) et dans tous les quartiers de la ville. Planoise est le quartier où le nombre de logements proposés est le plus élevé (228). Les logements varient du T1 au T5, il s'agit aussi bien d'appartements que de maisons individuelles.</p>
<p>AMD</p> <p>L'aide au maintien à domicile est une prestation interministérielle qui s'inscrit dans le cadre de l'action sociale au bénéfice des agents de l'État, prévue par l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 et le décret du 6 janvier 2006.</p>	<p>Elle a pour but de favoriser le maintien à domicile des fonctionnaires et ouvriers retraités de l'État et de prévenir leur perte d'autonomie.</p> <p>Pour vous renseigner : http://www.fonction-publique.gouv.fr</p>